

Centrales Villageoises et grands projets

Éléments de positionnement sur
l'exemple des (petits) parcs au sol



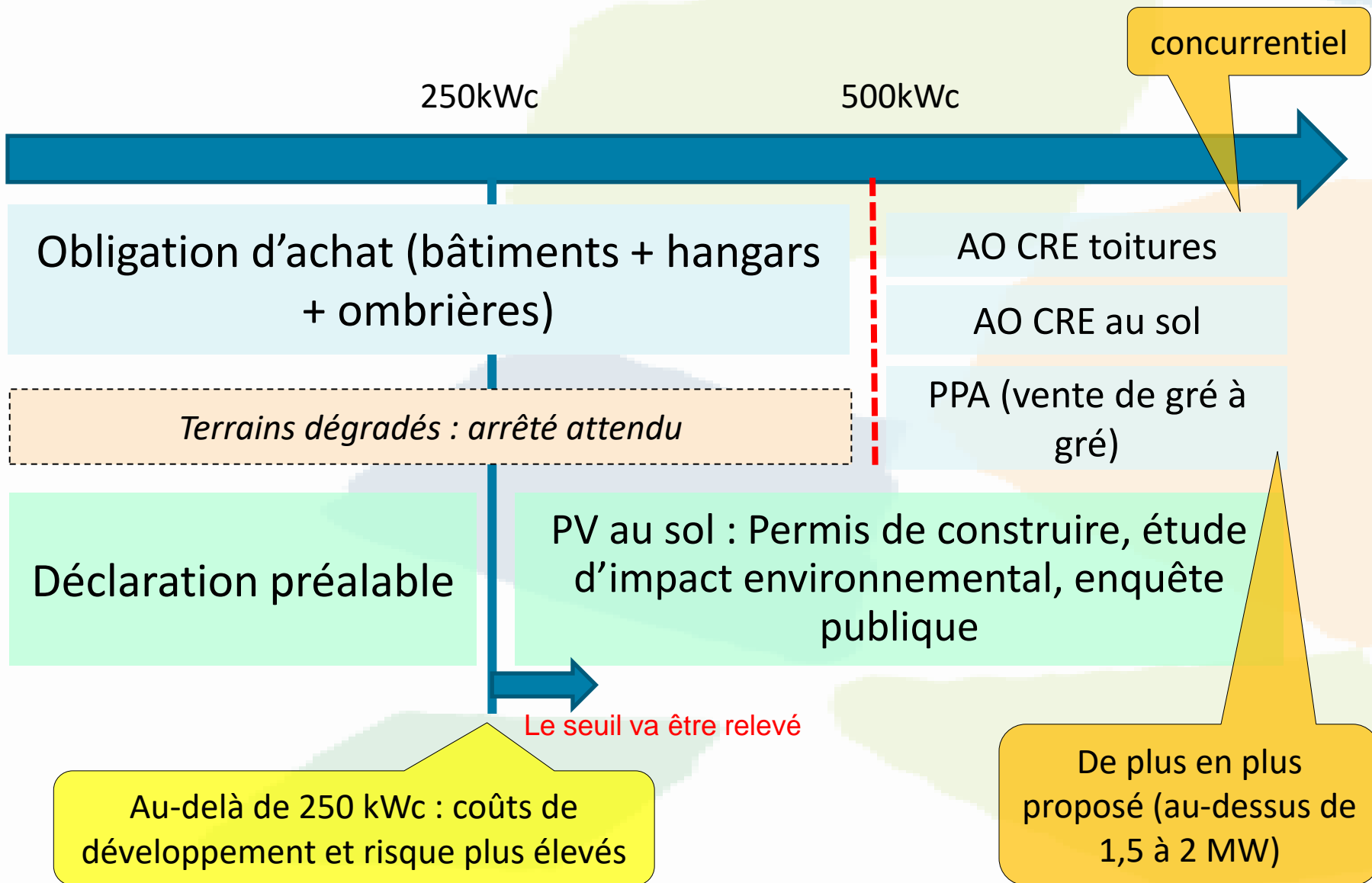
Contexte

- Sur le PV
 - Centrales Villageoises de plus en plus sollicitées sur des projets de parc PV au sol
 - Soit par un développeur qui propose d'associer la société CV au projet
 - Soit par une collectivité qui a du foncier et souhaite que la société CV se positionne sur le projet
 - Enjeu d'une production plus significative pour répondre aux objectifs ENR des territoires
 - Mobilisation de foncier : entre 1 et 3ha par MW
 - Sur d'autres ENR
 - Projets en réflexion / gestation sur de la petite hydraulique, de l'éolien, en co-actionnariat (au sein de filiales dédiées) avec d'autres acteurs (développeurs, collectivités, SEM, etc.)
- Nécessité d'évaluer l'évolution du modèle CV par rapport à cette nouvelle typologie de projets

Rappel charte CV

- Lien au territoire, aux objectifs énergie – climat
- Respect du patrimoine naturel et bâti
 - >> PV au sol à envisager sur des zones délaissées sans concurrence avec un autre usage
- Gouvernance citoyenne, maîtrise locale des projets
 - >> concertation spécifique à prévoir pour les projets les plus significatifs (acceptabilité)
 - >> évolution du partage de la gouvernance avec d'autres acteurs si des filiales se créent
- Retombées économiques locales
- Investissement sur le territoire (liste des communes dans les statuts)

Contexte réglementaire du PV



Zoom : projets > 250 kWc*

(devrait être relevé prochainement à 500 kWc)*

- La réalisation des projets PV au sol > 250 kWc est plus risquée
 - du fait des autorisations administratives à obtenir
 - si on répond aux AO CRE (> 500 kWc) du fait de la forte concurrence qui s'exerce
- >> les dépenses faites pour les études peuvent être perdues
- Les montants en jeu sont plus élevés
 - Pour ces raisons il est fréquemment constitué une SPV (société dédiée) qui a vocation à financer uniquement le parc au sol et qui peut réunir plusieurs actionnaires à son capital (dont une société citoyenne)
 - Si le projet réussit, les structures (dont la société CV si c'est le cas) qui ont porté les études vendent celles-ci à un prix valorisé (rémunération du risque). A noter que les « études » peuvent inclure les démarches d'animation pour informer la population locale sur le projet.

CAS 1 : Parc PV 250 kWc porté par une CV

- La société CV missionne un bureau d'études pour analyser la faisabilité (comme pour une toiture)
- La société CV lève le capital nécessaire au financement du projet
- La société CV vend l'électricité via un contrat de gré à gré à un acheteur intéressé (sera difficile à trouver dans ce cas de figure car puissance faible)

- Coûts indicatifs
 - 20 000 € études
 - 200 000€ investissement
 - 10 000€ raccordement

POSITION ASSO CV

Favorable si conforme à la charte (projet sur le territoire de la CV, non conflictuel et soutenu par les collectivités)

Projet citoyen existant : Luc-sur-Aude (11)

- SAS 1,2,3 Soleil (société citoyenne)
- Parc de 250 kWc, Surface 7000 m²
- Electricité vendue à Enercoop (10 c€/kWh – tarif exceptionnel lié au caractère démonstrateur)
- Portage initial du projet par la commune avant création d'une SAS ad hoc
- <https://123soleil.luc-sur-aude.fr>



CAS 2 : Parc PV de quelques MW porté par CV + collectivité

- La collectivité finance les études en missionnant les prestataires pour faire les études techniques et environnementales et monter le dossier CRE ou trouver un acheteur. La société CV est associée à la gouvernance et partage les décisions.
- Une société est créée ad hoc avec la CV et la collectivité (majoritaires à elles deux) et d'éventuels autres investisseurs
- La société SPV vend l'électricité via un contrat de gré à gré à un acheteur intéressé ou à un tarif d'achat si le projet est lauréat aux AO CRE

- Coûts indicatifs
 - 5 M€ investissement pour 5 MW
 - 100 000€ études

POSITION ASSO CV

Prérequis : conforme à la charte (projet sur le territoire de la CV, non conflictuel)

Plutôt favorable si 50/50 dans gouvernance entre CT et citoyens

Moins favorable si CV minoritaire dans la gouvernance : dans ce cas il faudrait encadrer les statuts de la SPV (cession des parts, etc.) **RISQUE JURIDIQUE A APPROFONDIR (changement de mandature)**

Projet citoyen existant : Civis Solaris (13)

- SAS Civis Solaris capitalisée à 40% par commune de Ventabren et 30% par des citoyens + Energie Partagée + SEM. Gouvernance?
- Parc de 5 MW, terrain de 6 ha
- <https://energie-partagee.org/projets/solaris-civis/>



CAS 3a : Parc PV de quelques MW porté par CV + développeur

- Le développeur porte les études techniques et environnementales et monte le dossier CRE ou trouve un acheteur d'énergie. La CV est associée au suivi mais pas à la gouvernance (ou très peu)
- Une société ad hoc (SPV) est créée avec la CV et le développeur
- La société SPV vend l'électricité via un contrat de gré à gré à un acheteur intéressé ou à un tarif d'achat si le projet est lauréat aux AO CRE

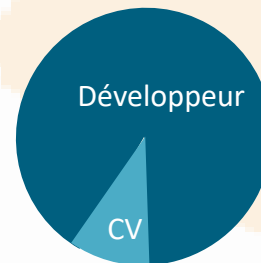
POSITION ASSO CV

Plutôt défavorable à ce stade : la société CV ne maîtriserait aucune des décisions prises, ni en phase développement, ni en phase exploitation. L'apport serait uniquement financier et permettrait d'apporter une « caution citoyenne » à un projet qui ne l'est pas vraiment

FINANCEMENT

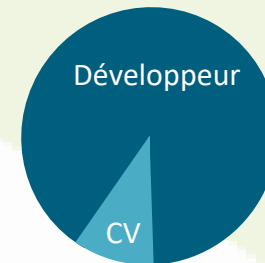
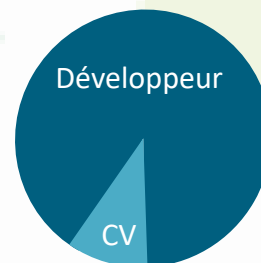


GOVERNANCE



Développement (CV absente ou très minoritaire)

Valorisation
des études



Exploitation dans une société dédiée (SPV) avec CV minoritaire

CAS 3b : Parc PV de quelques MW porté par CV + développeur

- Le développeur porte les études techniques et environnementales et monte le dossier CRE ou trouve un acheteur d'énergie. La CV peut porter une petite partie du développement (à hauteur de ses moyens et de son acceptation du risque). La gouvernance est partagée à 50/50 entre CV et développeur.
- Une société ad hoc (SPV) est créée avec la CV (participation au capital significative mais pas forcément majoritaire) et le développeur. La gouvernance est partagée à 50/50.
- La société SPV vend l'électricité via un contrat de gré à gré à un acheteur intéressé ou à un tarif d'achat si le projet est lauréat aux AO CRE

Exemple chiffré :
projet de 1,4 MW

	DEVELOPPEUR	CV	TOTAL
Financement études (90 000€)	75000€ valorisé à 150 000€ dans la SPV	15000€ valorisé à 30000€ dans la SPV	90 000 vendu 180 000 à la SPV
Investissement fonds propres (SPV)	240 000	120 000	360 000
Dette	840 000		840 000

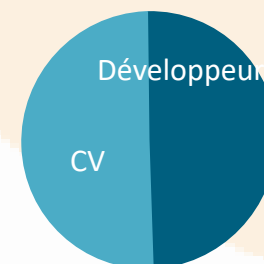
POSITION ASSO CV

Favorable à ce stade : la société CV maîtrise les décisions et porte un risque financier réduit

FINANCEMENT

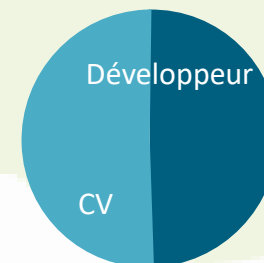
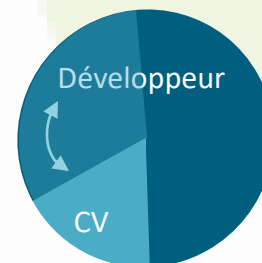


GOVERNANCE



*Développement
(peut se faire
avec ou sans
SPV)*

Vente études



*Exploitation
(SPV)*

CAS 3c : Parc PV de quelques MW porté par CV + développeur

- Le développeur porte les études techniques et environnementales et monte le dossier CRE ou trouve un acheteur d'énergie. La CV est associée au suivi mais pas à la gouvernance (ou très peu)
- Une société ad hoc (SPV) est créée avec la CV et le développeur. La gouvernance est partagée à 50/50 sur l'exploitation
- La société SPV vend l'électricité via un contrat de gré à gré à un acheteur intéressé ou à un tarif d'achat si le projet est lauréat aux AO CRE

Exemple chiffré
: projet de 1,4
MW

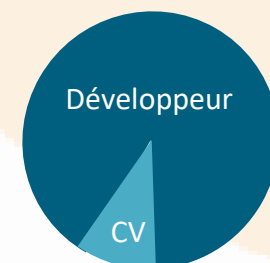
	DEVELOPPEUR	CV	TOTAL
Financement études (90 000€)	85000€ valorisé à 170 000€ dans la SPV	5000€ valorisé à 10000€ dans la SPV	90 000 vendu 180 000 à la SPV
Investissement fonds propres (SPV)	240 000	120 000	360 000
Dette	840 000		840 000

Vigilance voire défavorable pour commencer: la société CV ne maîtrise aucune des décisions en phase développement. Nécessite de faire évoluer la Charte CV. Pourrait être envisagé au cas par cas si le développeur est un acteur du territoire...à débattre

FINANCEMENT

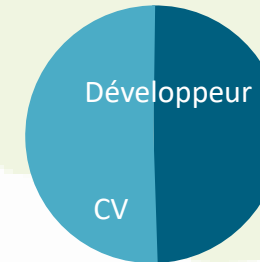
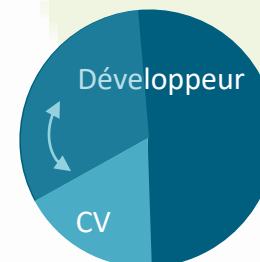


GOVERNANCE



*Développement
(CV absente ou très
minoritaire)*

Vente études



*Exploitation
(SPV)*

CAS 4 : Parc PV de quelques MW porté par CV + entreprise locale [Ex. Vezouze]

- L'entreprise locale avec le soutien d'EPI porte les études techniques et environnementales et monte le dossier CRE ou trouve un acheteur d'énergie. La CV peut porter une petite partie du développement (à hauteur de ses moyens et de son acceptation du risque). La gouvernance est partagée à 50/50 entre CV+EPI et entreprise locale (+ éventuel autre investisseur local).
- Une société ad hoc (SPV) est créée avec la CV (participation au capital significative mais pas forcément majoritaire), l'entreprise locale et EPI. La gouvernance est partagée à égalité entre les investisseurs comme en phase développement.
- La société SPV vend l'électricité via un contrat de gré à gré à un acheteur intéressé ou à un tarif d'achat si le projet est lauréat aux AO CRE

Exemple chiffré :
projet de 1,4 MW

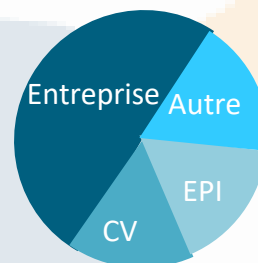
	ENTREPRISE	CV	TOTAL
Financement études (90 000€)	75000€ valorisé à 150 000€ dans la SPV	15000€ valorisé à 30000€ dans la SPV	90 000 vendu 180 000 à la SPV
Investissement fonds propres (SPV)	240 000	120 000	360 000
Dette	840 000		840 000

POSITION ASSO CV

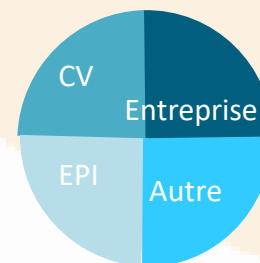
Besoin de parler avec EPI pour comprendre quel serait le contenu du pacte d'actionnaires et s'assurer qu'ils vont toujours suivre la CV dans les décisions / ne pas se retirer dans le temps

Risque de la pérennité de l'entreprise?

FINANCEMENT

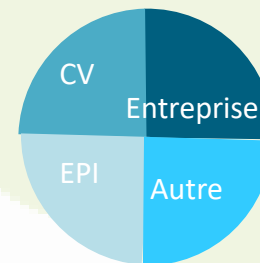
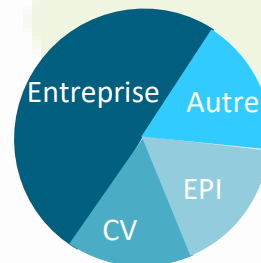


GOUVERNANCE



*Développement
(peut se faire
avec ou sans
SPV)*

Vente études



*Exploitation
(SPV)*

CAS 5a : Parc PV de quelques MW porté par plusieurs CV et un développeur

- Le développeur porte les études techniques et environnementales et monte le dossier CRE ou trouve un acheteur d'énergie. Les CV portent une partie du développement (à hauteur de leurs moyens et de leur acceptation du risque). La gouvernance est partagée entre CVs et développeur
- Une société ad hoc (SPV) est créée avec les CV et le développeur
- La société SPV vend l'électricité via un contrat de gré à gré à un acheteur intéressé ou à un tarif d'achat si le projet est lauréat aux AO CRE

POSITION ASSO CV

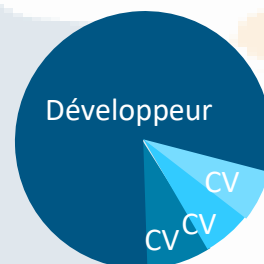
Ouverte à la discussion si les CV concernées sont sur des départements voisins

Nécessiterait une modification des statuts et de la Charte pour permettre une extension territoriale dans ce cas précis

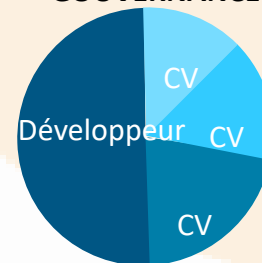
A affiner en fonction de cas d'étude qui se présenteraient

Comment pourrait fonctionner la gouvernance avec un fléchage des décisions selon les projets concernés

FINANCEMENT



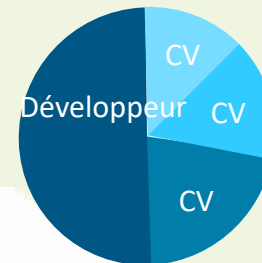
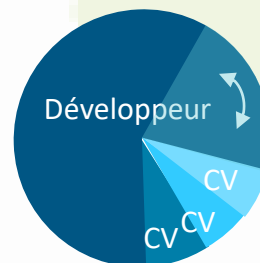
GOVERNANCE



*Développement
(peut se faire
avec ou sans
SPV)*



Vente études



*Exploitation
(SPV)*

CAS 5b : Parc PV de quelques MW porté par plusieurs CV et un développeur

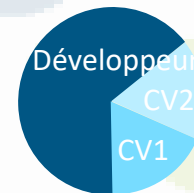
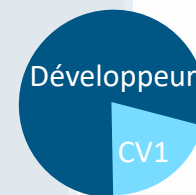
- Un premier projet est développé via une SPV entre 1 CV et 1 développeur. Ce dernier amène la majeure partie du capital mais la gouvernance est partagée à 50/50
- Une 2^e CV entre au capital de la SPV précédente et une levée de fonds est faite sur le territoire de cette 2^e CV pour financer un projet sur ce territoire. Les statuts de la SPV ou le pacte d'actionnaires stipulent que la CV1 s'alignera sur les décisions de la CV2 concernant le développement de ce 2^e projet

POSITION ASSO CV

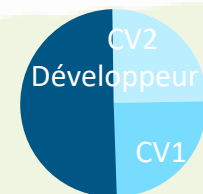
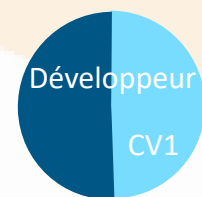
Ouverte à la discussion si un cas se présente

- Remet en cause la Charte partiellement sur la territorialité
- Nécessite un parfait accord entre les CV sachant que les décisions liées au projet n°2 impacte les bénéfices de la SPV qui eux concernent aussi bien la CV1 que la CV2

FINANCEMENT



GOUVERNANCE



Projet 1

Projet 2

Accompagnement des projets

- Pour les premiers projets de parcs au sol, il est proposé que les CV présentent leurs projets au CA afin de les aider à se positionner sur les montages envisagés